

## A l'image de certains pays scandinaves, la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique ouvre ses données au public

Une promesse de campagne électorale tenue



A l'image de certains pays scandinaves, la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique ouvre ses données au public

Comme elle s'y est engagée dans le cadre du Plan d'action national 2015-2017, la Haute Autorité publie, pour la première fois en open data (données ouvertes), les données contenues dans les déclarations qu'elle rend publiques. Compte-tenu du calendrier électoral, ce sont les déclarations d'intérêts des membres du Gouvernement nommé le 21 juin dernier qui constitue ce premier jeu de données ouvertes. Voici donc les salaires et autres revenus perçus par les actuels membres du gouvernement l'an passé avant leur entrée dans l'équipe gouvernementale:

- **Nicolas Hulot**, ministre de la Transition écologique et solidaire : 633.461€ - gérant d'Eole Conseil : 248.946 € 221.172 € via sa participation au capital de la société ; société civile des auteurs multimédias : 163.343 €.
- **Elisabeth Borne**, ministre des Transports : 323.457€ PDG de la RATP.
- **Jean-Michel Blanquer**, ministre de l'Education nationale : 246.562 € directeur général du groupe ESSEC
- **Muriel Pénicaut**, ministre du Travail : 203.124 € gérante de l'établissement public Business France.
- **François Nyssen**, ministre de la Culture : 127.374 € - patronne d'Actes Sud auxquels s'ajoutent 50.000€ en tant que membre du Conseil d'administration d'Europacorp.
- Nicole Belloubet, garde des Sceaux : 159.671 € net en tant que membre du Conseil constitutionnel.
- Nathalie Loiseau, ministre chargée des Affaires européennes, directrice de l'ENA lui a fait gagner 152.870 €. 6.000€ droits d'auteur chez Casterman et JC Lattès
- **Jean-Yves Le Drian**, ministre des Affaires étrangères : 119.280 € touchés pendant sa dernière année passée au ministère de la Défense, ainsi que 33.092 € président du Conseil régional de Bretagne.
- **Gérard Collomb**, ministre de l'Intérieur : 37.172€ comme maire de Lyon et 66.374 € comme sénateur du Rhône.
- **Bruno Le Maire**, ministre de l'Economie et des Finances : 50.328 € net en tant que député de l'Eure, 23.306€ net comme professeur associé à Science Po, ainsi que 19. 551€ de droits d'auteur.
- **Agnès Buzyn**, ministre des Solidarités et de la Santé : 51.191€ professeur à l'université Pierre et Marie Curie.
- **Christophe Castaner**, secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement : 75.000 € député des Alpes-de-Haute-Provence et 9.000€ comme maire de Forcalquier.
- **Frédérique Vidal**, ministre de l'Enseignement supérieur : 82.954€ professeur à l'université de Nice et 8.000 euros en tant que consultante.
- **Laura Flessel**, ministre des Sports : 67.188 € comme gérante de Flessel&co.
- **Mounir Mahjoubi**, secrétaire d'Etat chargé du numérique : 64.797€ directeur général adjoint chez BETC Digital.
- **Annick Girardin**, ministre des Outre-Mer : 62.925€ ministre de la Fonction publique sous François Hollande.
- **Marlène Schiappa**, secrétaire d'Etat chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes : 54.400 € pour ses activités de romancière, essayiste, et d'ajointe à la mairie du Mans.
- **Sophie Cluzel**, secrétaire d'Etat chargée des Personnes handicapées : 45.267€ directrice associative.

Les déclarations d'Edouard Philippe, de Brune Poirson, de Gérald Darmanin, et de Florence Parly n'ont pas encore été publiées.

Depuis le 1er juillet 2017, les représentants d'intérêts sont tenus de s'inscrire sur le répertoire AGORA géré par la Haute Autorité. Ils doivent y déclarer plusieurs informations relatives à leur identité, au champ des activités de représentation d'intérêts etc. La Haute Autorité rendra publiques les premières inscriptions au cours de l'été.

Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2018, la Haute Autorité publiera les rapports sur les activités de représentations d'intérêts effectuées au cours du second semestre 2017.